



Grève et Manifestation Fonction Publique Jeudi 9 Mai 2019

Les organisations syndicales de la Fonction Publique CFE CGC, CGT, FO, FSU des Pyrénées-Atlantiques affirment leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction Publique unie au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Depuis de trop nombreuses années, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique néfaste pour la population, pour les missions publiques et pour les agent.e.s. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction Publique et le respect des agent.e.s public.que.s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes de fonctionnaires, laisse des milliers de contractuel.le.s dans la précarité, et veut affaiblir les droits et garanties.

En vérité, seule la logique comptable prime. Depuis la RGPP, la MAP et l'introduction du non-remplacement d'un départ en retraite sur 2 ou 3 selon les années et les gouvernements, l'idée que la Fonction Publique n'est qu'un coût gangrène le débat public. Elle empêche de faire le lien entre la suppression des services publics et celles et ceux qui les rendent.

Les personnels, avec leurs organisations, n'acceptent toujours pas le gel de la valeur du point d'indice et les pertes considérables de pouvoir d'achat, le rétablissement du jour de carence et les 120 000 nouvelles suppressions d'emplois envisagées.

Poursuivant leur passage en force, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement une loi dite de transformation de la Fonction Publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent.e.s et les citoyen.ne.s que pour l'avenir de la Fonction publique. Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT. C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours accru à tous les niveaux au contrat de mission à durée déterminée, c'est le statut né des grandes lois de 1946 et 1983, qui est remis en cause. Or ce statut garantit l'égalité d'accès aux emplois publics, l'indépendance et la responsabilité de l'agent public.

Les organisations syndicales affirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée pour exiger du gouvernement qu'il retire ce projet de loi et qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases. La question de l'emploi et des salaires doit redevenir incontournable. La réforme des retraites annoncée pour l'automne, avec la suppression du régime actuel et la mise en place d'un système de points à prestations non garanties, est une provocation supplémentaire que les fonctionnaires et l'ensemble des salarié.e.s ne laisseront pas passer.

Les organisations syndicales départementales CFE CGC, CGT, FO, FSU de la Fonction publique appellent donc tous les agent.e.s à faire du jeudi 9 mai une étape déjà décisive dans la mobilisation par une journée d'action et de grève.

TOUS EN GREVE ET AUX MANIFESTATIONS DEPARTEMENTALES
JEUDI 9 MAI A 10H30

⇒ **BAYONNE : Place Sainte-Ursule**

⇒ **PAU : Place de Verdun**